



Mardi 04 Janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les Douanes algériennes font face à toutes les tentatives de contrebande minant l'économie nationale

Le Directeur général des Douanes algériennes Noureddine Khaldi a affirmé lundi après-midi à partir de la wilaya de Tébessa que le corps constitué qu'il dirige "guette toutes les tentatives de contrebande qui rongent l'économie nationale".

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Aplanir les divergences entre l'Algérie et la Banque mondiale Les réformes pour relancer l'économie nationale sont du seul ressort des Algériens

Chaque pays est souverain dans ses décisions, les hautes autorités du pays sont conscientes des difficultés que traverse le pays.

Il s'agit d'éviter des débats stériles qui n'apportent aucune valeur ajoutée et vouloir opposer la Banque mondiale et le FMI traduit une méconnaissance des enjeux des nouvelles relations internationales.

L'expert économique, Farid Benyahia : "Un cahier de charge strict réduira à 70 % la fraude dans les marchés publics"

Selon l'expert économique, Farid Benyahia, adopter des règles strictes dans l'élaboration des cahiers de charges empêchera la dilapidation de l'argent public, régulera les montants financiers des projets et marchés publics de sorte à sélectionner les offres les plus compétitifs.



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La difficile mission du gouvernement

En ordonnant lors du dernier Conseil des ministres la création d'une nouvelle instance pour enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics, le président Tebboune semble décidé à s'attaquer au fléau de la corruption qui ronge l'administration algérienne. Ce nouvel arsenal juridique, que se donnent les autorités, saura-t-il l'endiguer ?



L'ÉDITO

Salutaire

Ce n'est qu'autour d'une table de discussions entre toutes les parties prenantes de cette loi qui sera l'émanation d'une volonté commune et partagée que l'Algérie se construira sur de nouvelles bases saines...

Le Conseil des ministres de dimanche dernier a consacré un point de son ordre du jour à un projet de loi relatif aux modalités d'exercice du droit syndical. Une loi attendue par les différentes organisations des travailleurs qui activistent presque en "free-lance", selon la force des uns et des autres, mais surtout, selon le secteur qu'elles sont censées représenter.



GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE NATURELLE

Rencontre entre l'Algérie et la Banque mondiale

Le gouvernement algérien organisera, au mois de mai 2022, en collaboration avec la Banque mondiale (BM), un webinaire sur la gestion des risques de catastrophe naturelle. Intitulée “Voyage d'étude virtuel : mieux prévenir, mieux reconstruire : vers une Algérie plus résiliente”, cette rencontre vise, selon la BM qui a annoncé cet événement, à “rassembler les parties prenantes algériennes et les experts en gestion des risques de catastrophe naturelle du monde entier”.



SES RECETTES ONT AUGMENTÉ DE 70% EN 2021

Sonatrach renoue avec la croissance Le montant total des exportations d'hydrocarbures a dépassé 34,5 milliards de dollars en 2021, contre 20 milliards de dollars en 2020, selon le P-DG de Sonatrach.



SELON LE P-DG DE SONATRACH, TOUFIK HAKKAR

Les prix du pétrole pourraient dépasser les 100 dollars

Les prix du pétrole pourraient atteindre des niveaux de plus de 100 dollars à moyen terme, sous l'effet surtout de la faiblesse actuelle des investissements dans le domaine de l'exploration et du développement. C'est, du moins, ce qu'a pronostiqué, avant-hier, le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, lors d'un entretien accordé à la chaîne d'information AL24 News.



MICROENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Plus de 57 milliards de dinars pour le remboursement des dettes

Le montant des aides financières affectées pour le remboursement des dettes des microentreprises en difficulté s'élève à 57 milliards de dinars, a annoncé, hier, à Alger, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro entreprise, Nassim Diafat, cité par l'APS. Invité au Forum de la Radio algérienne, M. Diafat a précisé que la prise en charge financière des micro entreprises en difficulté se fait au cas par cas dans le cadre des séances hebdomadaires tenues par la commission de garantie composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade).



RÉVISION DES MODALITÉS DE L'EXERCICE SYNDICAL

Le satisfecit mesuré des organisations syndicales

Le président Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a affirmé la nécessité de réviser la loi portant modalités d'exercice de l'action syndicale, conformément aux résolutions du Bureau international du travail (BIT)



ELLES NE SONT PAS VISIBLES SUR LE TERRAIN

Quid des mesures anti-Covid ?

Le gouvernement lance un appel aux citoyens et citoyennes à prendre la juste mesure de l'inquiétante situation sanitaire de par le monde et de la menace d'un rebond des cas de contaminations qui risque de nous exposer aux difficiles situations que nous avons vécues lors de la troisième vague de cette épidémie.

COMMENTAIRE

Tant de chantiers...

Sur le plan international, ce début d'année commence par une interrogation : l'accord d'association qui lie l'Algérie et l'Union européenne sera-t-il révisé cette année ? L'accord qui inclut la fameuse zone de libre-échange est particulièrement défavorable pour l'Algérie qui souhaite l'amender. Sur le continent africain, le principal défi est de rendre effective sur le terrain la zone de libre-échange continentale qui est opérationnelle depuis une année.



Enrichissement illicite des fonctionnaires publics : «Donner plein pouvoir à l'instance d'enquête»

Le président de la République vient d'annoncer la création d'une nouvelle instance pour enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics, sans exclusive aucune, à travers des procédures légales rigoureuses pour lutter contre la corruption et identifier l'origine de leurs biens.



Eclairage : La corruption, ennemie du développement

Le président de la République, en consacrant une réunion du Conseil des ministres à l'examen d'un projet de loi portant lutte contre la corruption concrétisé par la création d'une Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre ce fléau, qui sape les efforts de développement et plus singulièrement l'application de son programme d'action, réitère sa volonté déterminée et sincère de rompre avec les pratiques néfastes qui ont lourdement obéré l'effort continu de l'Etat, portant atteinte à l'économie nationale et désagrégeant la confiance entre l'Etat et le citoyen.



M. Diafat, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la micro-entreprise : «Relever le défi d'un million de micro-entreprises en 2024»

Le Forum de la Chaîne I de la radio nationale a accueilli, hier, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Micro-entreprise, qui a abordé plusieurs sujets, tels le rôle des micro-entreprises dans le développement du tissu économique national, ainsi que les différents mécanismes de soutien à leur création.



Lutte conte la corruption

Traque des voyous en col blanc

Une nouvelle instance enquêtera sur l'enrichissement des agents publics. les pouvoirs publics s'attaquent à un pan indéfectible de l'oligarchie et de ses ramifications.

Devant le volume et l'ampleur des dégâts causés par les effets de la corruption et de la bureaucratie, l'urgence de revoir le fonctionnement des institutions publiques s'impose sans ambiguïté dans la dynamique des réformes que vit le pays. Les grands scandales qui ont éclaté, mettant sous les verrous un grand nombre de hauts responsables du pays, dénotent une impunité qui a régné durant des décennies, et surtout de l'absence, voulue, des organismes de contrôle.



2.7“ مليون موظف سيستفيدون من الزيادة في الأجور”

كشف المدير العام للميزانية في وزارة المالية، عبد العزيز فايد، لقناة “النهار”، فتح 58 ألف منصب شغل جديد خلال سنة 2022، منها 10 آلاف منصب جديد في قطاع التربية، و8000 في قطاع الصحة و 6000 في قطاع الشباب والرياضة، مفيدا بأن كتلة الأجور المخصصة لسنة 2022 بلغت 3200 مليار دج، أي 52 من المئة من ميزانية التسيير، رغم قرار تقليص ميزانية الدولة لسنة 2022 من 13 ألف مليار دج إلى 9000 مليار دج، تطبيقا لسياسة إرشاد النفقات.



هكذا قسمت منحة البطالة والحصة الكبرى لهذ المنطقة

كشف عبد العزيز فايد المدير العام للميزانية بوزارة المالية سهرة اليوم حصريا للنهار تفاصيل جديدة حول منحة البطالة. وخلال نزوله ضيفا على حصة 52 دقيقة اقتصاد أوضح عبد العزيز فايد ان هناك لجنة وزارية مشتركة تدرس مرسوم تنظيمي لتطبيق منحة البطالة.



فايد: تخصيص 58 ألف منصب شغل جديد في 2022

صرح عبد العزيز فايد المدير العام للميزانية بوزارة المالية سهرة اليوم حصريا للنهار عن تخصيص 58 ألف منصب شغل جديد خلال سنة 2022. حيث تم تقسيمهم على عدد من القطاعات الهامة منها تخصيص 10 آلاف منصب شغل جديد في قطاع التربية.



جمارك تمنراست تحجز 4 آلاف لتر من البنزين

حجز أعوان الفرقة الجهوية المتنقلة بولاية تمنراست، اليوم الاثنين 4 آلاف لتر من البنزين كانت مخبأة في مخزن مهجور. وفي بيان للمديرية الجهوية للجمارك بتمنراست، أنه في إطار مكافحة التهريب بكل أشكاله، قام أعوان الفرقة الجهوية المتنقلة بتمنراست، بحجز 4.000 لتر من البنزين كانت مخبأة في مخزن مهجور.



متعاملون يتساءلون عن غياب الصكوك السيادية وعدم اكتمال المنظومة

“تأمين إسلامي” للسيارات والاستثمارات والقروض والحرائق!

اعتمدت وزارة المالية رسميا عمليات التأمين التكافلي على شكل نافذة لدى شركتي التأمين “التأمينات العامة المتوسطة” و”كرديف” الجزائر المنضويين تحت تسيير شركتي “غام” و”كرديف”، لتأمين منتجات ترتبط بالسيارات والاستثمارات والقروض والحرائق والحياة والوفاة ومختلف أشكال المركبات الجوية والبحرية، وخدمات أخرى.

RETOUR SUR LE CONSEIL DES MINISTRES

HAUTE AUTORITÉ
DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

«Un organe opportun»

estime le juriste Nacereddine Debbi

L'EXAMEN, EN CONSEIL DES MINISTRES, de l'avant-projet de loi de lutte contre la corruption à travers l'institution d'une haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption intéresse les juristes.



Selon Nacereddine Debbi, avocat au barreau de Batna, «c'est le moment opportun de créer cette haute autorité de lutte contre la corruption si l'on veut bâtir une Algérie nouvelles». «La création de cet organe est opportune et intervient au bon moment», souligne-t-il au motif qu'«il y a beaucoup d'opérations administratives dans une multitude de domaines conclues sans aucun contrôle et qu'il y a des manœuvres frauduleuses non mises en évidence». De son avis, «les systèmes de contrôle au niveau national concernant la lutte contre la corruption ne sont pas totalement efficaces», justifiant dès lors une démarche essentiellement préventive à travers la création de la haute autorité de transparence. Sollicité à propos de la recommandation du président de la République d'enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics à travers

des procédures légales rigoureuses et l'identification de l'origine de leurs biens, M^e Debbi estime que «la déclaration de patrimoine des fonctionnaires ne devrait pas se faire uniquement au début de leurs nominations». «Il faudrait qu'ils déclarent leur patrimoine chaque année en justifiant sa provenance», lance-t-il, précisant que «quand un fonctionnaire occupe son poste pendant plusieurs années, il y a une tendance à oublier de réactualiser les données à son propos, ce qui peut constituer une lacune». Interrogé sur la préconisation du Président s'agissant de la définition de nouvelles conditions précises pour l'annonce des marchés et des appels d'offres, il considère que «les conditions pour les entrepreneurs d'avoir les qualifications pour l'obtention des marchés ne suffisent pas». Selon lui, il faudrait aussi vérifier leur solvabilité au niveau bancaire, arguant qu'«il y a des entrepreneurs qui ont la qualification de prendre le marché, mais

pas les moyens». A ses yeux, «il ne faut pas donner un marché à un entrepreneur qui a les qualifications seulement et pas les moyens, car c'est de nature à engendrer des retards dans la réalisation des projets». Par ailleurs, selon le juriste, cet organe de lutte à lui seul ne peut se suffire pour lutter contre la corruption : «Il faudrait que cet organe associe dans ses travaux les associations tant au niveau des wilayas qu'au niveau national ainsi qu'une multitude de spécialistes, à l'image des juristes.» Aussi et en sus des missions attribuées à cette haute autorité, M^e Debbi préconise un «contrôle» autrement plus important de la gestion «locale», où peut se nicher justement la corruption. Son argument est que la loi électorale contient des «lacunes» qu'il convient de combler à travers un travail de terrain, «en autorisant et en incitant par exemple les citoyens à assister aux délibérations au niveau des assemblées locales élues».

■ Fatma-Zohra Hakem

■ Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique

Le nombre de cartes de paiement a dépassé les dix millions en 2021

Le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB) opérationnels au niveau national a atteint 3 053 distributeurs, tandis que le nombre des terminaux de paiement électronique (TPE) était de 39 000 unités à la fin 2021, ont indiqué les données de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM).

Selon la SATIM, le nombre des magasins en ligne reliés à la plateforme monétaire est de 154 magasins. Trois applications de paiement via Smartphone ont été enregistrées.

S'agissant du développement des chiffres du e-paiement à travers le pays depuis 2019, la SATIM a fait état des "retombées positives de la pandémie du covid-19 sur la hausse du recours au paiement à distance".

La SATIM a relevé, dans ce sens, l'augmentation du nombre des TPE, passant de 23 762 unités en 2019 à 39 000 unités en 2021 (+64%). Ce chiffre a atteint 32 347 unités en 2020 (+36% par rapport à 2019). Le nombre de cartes de paiement a atteint 10,89 millions de cartes en 2021 (+22% par rapport à 2019), contre 9,62 millions

de cartes en 2020. Concernant le taux de développement du nombre des magasins en ligne, il a atteint +297% entre 2019 (33) et 2021 (131), tandis qu'il a atteint 63 magasins en 2020. Le nombre des DAB a augmenté de 88% entre 2019 (1.621 DAB) et 2021 (3.053 DAB).

Par ailleurs, le nombre des opérations de retrait automatique s'est élevé à 86,38 millions d'opérations en 2021 contre 9,93 millions d'opérations en 2019 (+770%). En 2020, le nombre des opérations de retrait était de 58,43 millions d'opérations. Les opérations de paiement électronique se sont élevées à 2,13 millions en 2021, contre 274,624 opérations en 2019 (+678 %), tandis que les paiements par dispositifs automatiques de billets (DAB) (paiement de proximité) ont atteint 8,08 millions d'opérations en 2021 contre 202,430 opérations en 2019 (+3.893%), alors que les opérations de paiement de proximité se sont élevées à 59,4 millions d'opérations en 2020. Suite au lancement de l'interopérabilité de paiement électronique décembre dernier, la société prévoit un nombre d'opérations de paie-

ment de 24 millions en 2022 et 40 millions en 2023, contre 08,8 millions d'opérations en 2021.

La SATIM a rappelé, par ailleurs, la mise en place d'un nouveau portail CIBWEB sur la plateforme E-paiement afin de faciliter la certification et l'intégration des webmarchands.

En chiffres, 122 demandes d'adhésion à la plateforme en 2021, contre 73 demandes via l'ancien système 2018-2020, et le nombre de commerçants qualifiés à exercer le webmarchand et le E-paiement, grâce la plateforme, a atteint 53 opérateurs en 2021 contre 53 demandes durant la période 2018-2020.

Sur les 43 demandes de qualification formulées par les fournisseurs de solutions de paiement, 15 ont été qualifiés.

Par ailleurs, quelque 2 millions de cartes bancaires ont été fabriquées jusqu'à fin 2021, émises par 18 banques, contre 131 boutiques en ligne connectées à la plateforme CIB. De surcroît, 8,2 millions de cartes Dahabia et 33 boutiques en ligne sont connectées à la plateforme de paiement d'Algérie Poste.

Djamila Sai

EDITORIAL

Le 6^e recensement général de la population et de l'habitat est officiellement programmé, cette année, en Algérie. L'annonce a été faite par le Président Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres. Cette opération, qui devait être accomplie dans le courant du second semestre 2020, fut différée, à cause de la crise sanitaire due à la Covid-19 qui a fortement perturbé la mobilité des personnes.

Il faut rappeler que l'Algérie s'était très tôt appliquée à prendre en charge ce genre de dénombrement de la population. Créé en 1964, le Commissariat national pour le recensement de la population s'est vu confier la mission de réaliser le premier recensement en 1966. Par la suite, l'Office national des statistiques se voit attribuer la tâche de l'organisation et de la coordination des travaux statistiques. De grandes enquêtes ont été réalisées, parmi lesquelles le recensement de la population et de l'habitat de 1987, les enquêtes annuelles auprès des ménages de 1982 à 1992 et les enquêtes annuelles auprès des entreprises. Gouverner, c'est prévoir. Les experts se rejoignent sur le fait que le

COMPTER POUR PLANIFIER

recueil d'informations statistiques qui découleront de cette opération d'envergure, à laquelle des moyens importants sont consentis, va permettre de faire le point sur l'évolution démographique et d'anticiper la prise en charge des aspirations de la population. Cette mine de renseignements sur la base d'enquêtes sur le terrain par des agents formés est très attendue par les spécialistes, car elle leur sert d'aiguillage pour parvenir à planifier toute la panoplie de projets à prévoir et à concrétiser. C'est ainsi qu'à partir de ces indicateurs chiffrés, il sera possible d'identifier avec précision les besoins économiques, sociaux et culturels de la population, notamment en matière d'emploi, de protection sociale, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement, à l'eau potable, à l'alimentation en énergie... Il faut remarquer qu'en cette occurrence, l'intervention de l'État demeure toujours

déterminante.

À relever également que ce 6^e recensement s'inscrit dans un contexte caractérisé par une volonté de faire de l'année 2022, celle du décollage économique. Jamais la nécessité de réaliser la diversification de l'économie ne s'est imposée avec autant de force et d'évidence. Étant admis que la prise en charge des besoins de la population ne peut plus se suffire des seules recettes induites par le commerce des hydrocarbures. De surcroît, il y a des engagements pris par l'Algérie au double plan régional et international, pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable et s'associer à la communauté internationale pour concrétiser le développement durable. Chose réconfortante. Le recensement se fera sous le signe de l'innovation dans sa manière de procéder, en incorporant, de manière appréciable, des technologies modernes conçues localement par de jeunes compétences nationales. Cela facilitera le travail, jusque-là éprouvant des agents et des services mobilisés pour ce type d'action d'envergure.

EL MOUDJAHID

التجارة الموازية غير شرعية تنخر الاقتصاد الوطني، خالد:

الجمارك الجزائرية تقف بـ«المرصاد» لكل محاولات التهريب

المجهودات المبذولة من طرف المفتشية الرئيسية لذات السلك النظامي بذات المعبر. وقد أسدى بالمناسبة تعليمات في هذا السياق بمواصلة العمل بنفس الوتيرة خلال السنة الجارية 2022. وفي سياق متصل، أفاد ذات المسؤول بأن سلك الجمارك الجزائرية يعول على السلطات المحلية لدعم المعابر الحدودية الأربعة بالولاية وخاصة بوشبكة من خلال تخصيص اعتمادات مالية لإعادة الاعتبار له وتجهيزه واستدراك النقص المسجلة به، خاصة المتعلقة بالمساحات المخصصة لاستقبال الحاويات المحملة بالبضائع المعدة للاستيراد أو التصدير، مشددا على ضرورة التأكد من البضائع وجودتها وفقا للقوانين المعمول بها.

وسيواصل المدير العام للجمارك الجزائرية زيارة العمل والتفقد لولاية تبسة اليوم من خلال معاينة نشاط مفتشية أقسام الجمارك ببلدية بئر العاتر، قبل أن يلتقي بالمستثمرين والمتعاملين الاقتصاديين المحليين.

وبعد أن ذكر خالد بأهمية المعبر البري بوشبكة الذي يشهد حركة كبرى في مجال المبادلات التجارية واعتبره من أهم المعابر الحدودية على المستوى الوطني وأنه يحظى بعناية بالغة من قبل السلطات المركزية، أسدى تعليمات بضرورة «التعجيل في الإجراءات الجمركية وتسهيلها لفائدة المتعاملين الاقتصاديين والمستثمرين والانخراط في مسعى الحكومة الرامي لتشجيع التجارة الخارجية وترقية المبادلات مع دول الجوار والاعتماد على نظام المسافنة الذي يسهل عملية تحويل البضائع بين وسائل النقل.

واستمع المدير العام للجمارك الجزائرية إلى الشروح المقدمة بعين المكان والمتعلقة بنشاط المعبر الحدودي بوشبكة الذي عرف ارتفاعا في المبادلات التجارية، سواء ما تعلق بالاستيراد أو التصدير أو تحصيل الحقوق والرسوم الجمركية خلال سنة 2021 مقارنة بسنتي 2019 و2020 رغم ما ترتب عن جائحة كورونا من تدابير احترازية وغلق للمعابر الحدودية، وأثنى على

أكد المدير العام للجمارك الجزائرية نور الدين خالد، أمس الاثنين، من تبسة أن السلك النظامي الذي يشرف عليه «يقف بالمرصاد لكل محاولات التهريب التي تنخر الاقتصاد الوطني». وأوضح ذات المسؤول الجمركي، خلال لقاء صحفي بالمعبر البري بوشبكة التابع إقليميا لبلدية الحويجيات، أن الجمارك الجزائرية «تسهر، بالتنسيق مع السلطات المحلية المدنية والأمنية من مفارز الجيش الوطني الشعبي والشرطة والدرك الوطني وفرق حرس الحدود، على التصدي لكل محاولات التهريب عبر الشريط الحدودي الشرقي للوطن على اعتبار أن هذه التجارة الموازية غير شرعية تنخر الاقتصاد الوطني».

وأضاف أن السلطات العليا بالبلاد تولي أهمية قصوى ضمن برنامج عملها للمبادلات التجارية مع دول الجوار وتسعى إلى تشجيعها وتوفير المناخ الملائم لها قصد الرفع من القيمة المالية وتحقيق ارتفاع في الميزان التجاري والخروج من التبعية لقطاع المحروقات.

مراجعة قوانين الفساد، الإجراءات الجزائية والعقوبات

3 هيئات جديدة للوقاية من الفساد بصلاحيات واسعة

تمرّزت أدوات الدولة للوقاية من الفساد ومكافحته، بثلاث هيئات جديدة، واحدة دستورية تتمتع بالاستقلالية، وأخرى بصلاحيات تنفيذية هائلة، أما الثالثة فتترسم الحدود الفاصلة بين نزاهة التسيير والأخطاء الإدارية والتعطيل المتهيج، كأحد مظاهر الفساد.

حمزة محصول

خلص اجتماع مجلس الوزراء، المنعقد، الأحد إلى جملة من القرارات التي تصب في مواصلة التصدي للفساد والوقاية منه مع الحسم في مسار الأموال والأسلاك المسترجعة في إطار «استعادة الأموال المنهوبة».

وتقرر رسمياً، تفعيل السلطة الوطنية للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، المستعده بموجب دستور نوفمبر 2020، وجاءت في الباب الرابع الخاص بمؤسسات الرقابة، أي إلى جانب المحكمة الدستورية، مجلس المحاسبة والسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات.

ووفق ما نص عليه المادة 204 من الدستور، فهي هيئة مستقلة، تحدّد صلاحياتها في المادة الوالية، بوضع إستراتيجية وطنية للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، والسهر على تنفيذها متابعتها، وتجميع المعلومات وتعالجها لتبلغها للأجهزة المختصة، كما تحظر مجلس المحاسبة والسلطة القضائية كلما عاينت وجود مخالقات.

ويتضح من اجتماع مجلس الوزراء أن النص القانوني الذي يحدّد تنظيم وتشكيل هذه السلطة وصلاحياتها، قد عرف تقدماً لافتاً، على أن يتمّ تصويب هيكلها التنظيمي في غضون الأسابيع القليلة المقبلة.

وإلى جانب هذه الهيئة الدستورية، أعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، استحداث هيئة جديدة للتحري في مظاهر الثراء عند الموظفين العموميين، وبلا استثناء من خلال إجراءات قانونية صارمة



العام لصالح الدولة والجماعات المحلية برئاسة الجمهورية، أي أنه سيكون المسؤول الأول للهيئة المسماة «المنشئية العامة لمصالح الدولة وتوضع تحت وصاية رئاسة الجمهورية».

وتعود فكرة المنشئية إلى سنة 2017، عندما أشاعها الرئيس تبون بصفته وزيراً أولاً، يومها، وأحدثت زلزالاً كبيراً في أوساط المتشككين وعراقيي طوضي إدارة وتسيير الشأن العام والأخص المال العام، وبعد 5 سنوات تعود المنشئية من مكان أقوى بصلاحيات أقوى لمراقبة نشاط المسؤولين المحليين، لتتهي بذلك الفجوة الكبيرة بين المستوى المركزي والمحلي وتقتضي نهائياً على ظاهرة القرارات التي لا تلتقي.

وسيقع على عاتق الهيئة ضمان النزاهة في تنفيذ البرامج الرئاسية، ومخطط عمل الحكومة المصادق عليه من قبل البرلمان، وخاصة تقويم وتقييم التسيير العمومي، والفصل بين «الخطأ الإداري أو قلة الكفاءة التسييرية» وبين «التعطيل» الذي يعتبر مظهراً من مظاهر الفساد.

تطوّر أدوات الدولة لمحاربة الفساد الذي ضرب أركان الدولة وكثر على مسدلاتها، في السنوات الماضية، سيراقت بإعادة النظر في الترسنة القانونية، حيث يجري العمل على مراجعة قوانين الفساد، الإجراءات الجزائية والعقوبات، وستكون جاهزة بحلول مارس المقبل، بحسب ما أعلنه وزير العدل حافظ الأختام، في وقت سابق.

مهددة بشكل جدي مطلع 2019، ومنذ 2017، حمل رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون وزير أول أُنْدَالِد، لواء الفصل بين المال والسياسية. وفي طرف سنتين وضع الأليات القانونية اللازمة، لإبعادها عن بعضهما البعض عن طريق المؤسسات المستعندة بموجب دستور 2020، ثم القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

مستنبط عامة

الأداة الثالثة التي توجّهت اجتماع مجلس الوزراء، تتعلق «بالنصب الرسمي للمنشئ

مستحقة والامتداد من سلطة وتأثير أعيان الدولة، وستكون هيئة التحري هذه بمثابة نقطة حساسة للرصد والتحري، وإيضاً حماية الموظف العمومي، من تأثير وسطوة المال الفلوسد.

وكشفت محاكمات الفساد التي جرت منذ سنة 2019، عن الارتباط الوثيق بين نهب وتبديد أعيان الدولة للأموال العمومية، وتحريضهم من قبل عدد من رجال الأعمال، وذلك منذ اختلاط المال بالسياسية، وأخر

2009، قبل أن يتغلب المال ويتغلغل في مفاصل الدولة إلى حدّ باتت فيه أركانها لمحاربة الفساد عملاً يبدأ (من أين لك هذا؟) ومن المؤكد أن هذه الألية، تتمتع بأدوات فعلية وأسباب النزاهة، بأنها ستكون بمثابة وسيلة لرصد أول مظاهر شبهات الفساد، وهو «الثراء»، وغالباً ما يرتبط الثراء (المربح خاصة)، بتسيير أماسيين هما سنو استقلال الوطنية عن طريق نهب المال العام أو تبديده، أو أن يتغ موظف عمومي في فتح أصحاب المال، في إطار ما يطلق عليه قانوناً، «تحريض موظفين عموميين على استغلال لمؤدهم الشغلي والمقترض بهدف الحصول على مزية غير



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

البنك المركزي الجزائري - الجزائر
MINISTÈRE DES FINANCES - Algérie